

La Banque Centrale Européenne au secours de l'Union Européenne !

C'est historique. Dans la nuit du 18 au 19 mars, la présidente de la BCE, madame Christine Lagarde, a présenté, en urgence, un programme de choc pour prévenir les difficultés économiques à venir après l'épidémie mondiale du Covid 19.

Elle n'a pas hésité à employer les grands moyens pour soutenir massivement les Etats membres de la zone euro touchés par le terrible virus. Intervenant préventivement, elle a annoncé le lancement d'un « programme de rachat d'urgence pandémique » de 750 milliards € afin de « contrer les effets désastreux de la crise du coronavirus sur l'économie et les marchés européens ».

A situation extraordinaire, action extraordinaire a-t-elle précisé. Au-delà de cette aide providentielle, elle donne un signal fort aux marchés financiers du monde entier : la zone euro sera défendue, et la seconde monnaie mondiale aussi. Ce montant énorme (du jamais vu) est même supérieur à ce que la FED (la Banque centrale américaine) vient de débloquent aux Etats-Unis, pris également dans les ravages de la crise sanitaire et virale. Les marchés financiers américains et asiatiques ont d'ailleurs, aussitôt, rebondi, rassurés par cette annonce.

Cette manne colossale est une garantie, une caution, pour toute la zone euro. Cela ne veut pas dire que la BCE va forcément « faire marcher la planche à billets » jusqu'à 750 milliards ; cela veut dire qu'elle va soutenir la relance d'un système économique grippé par des semaines d'arrêt total des entreprises, petites ou grandes. Elle va donc couvrir, garantir les prêts en cours ou à venir de ces entreprises, veiller à ce que les banques elles-mêmes ne fassent pas faillite, et rachètera massivement, aussi, les titres de dettes publiques des Etats. Quand on a la signature d'une banque centrale, qui est prête, en cas de défaut de paiement, à se porter garante pour une collectivité, une entreprise, voire un Etat, aucune banque, aucun marché financier ou autre fonds de pension ne refusera de prêter quelque somme que ce soit. C'est cela, l'intérêt d'une garantie d'une banque centrale, car elle rassure n'importe quel prêteur.

En outre, son plan de sauvegarde sera flexible, adaptable: plus les Etats seront en difficulté, plus la Banque centrale européenne rachètera leurs dettes publiques. Et cette flexibilité s'appliquera aussi aux entreprises. Autant dire que l'Italie, qui est dans une situation grave, et qui était déjà, sur un plan économique et financier, très fragile, va être, pour l'instant, privilégiée.

L'Europe solidaire, c'est bien dans son ADN, c'est même pour cela qu'elle est née !

Ce plan de relance massif s'ajoute à d'autres mesures prises ces derniers mois : 20 milliards € par mois sont injectés par la BCE en zone € depuis l'automne 2019 pour soutenir l'investissement.

Le 12 mars dernier, un premier plan de relance de 120 milliards € était déjà lancé pour lutter contre la crise économique à venir après cette crise sanitaire.

Si l'on cumule tout, on sera déjà, fin 2020, à 1.050 milliards €. Du jamais vu dans l'histoire de la BCE, qui a vingt ans !

Même lors de la terrible crise économique et financière de 2008 à 2012, jamais la Banque centrale européenne n'avait injecté autant d'argent et aussi vite.

Cette opération « commando » a d'ailleurs – c'est rare ! – était saluée comme il se doit par nombre d'experts et de chefs d'Etat (dont Emmanuel Macron).

La BCE protège ainsi, par sa réactivité et sa solidarité exceptionnelle, 332 millions de citoyens. Christine Lagarde a pris toute la mesure du potentiel de la BCE, et de ses possibilités exceptionnelles. Elle est dans la continuité de la politique bienveillante de son prédécesseur, Mario Draghi.

C'est une très bonne nouvelle pour les dix-neuf Etats membres de la zone euro et ses 332 millions de citoyens.

Après cette grave crise virale, il appartiendra aux gouvernements respectifs de cette zone d'exploiter au maximum ces atouts, en allant plus loin dans la solidarité, en réalisant les nécessaires harmonisations fiscales et sociales de la zone euro.

La balle est désormais dans le camp du Politique. Et ces réformes nécessaires dépendent d'eux, et d'eux seuls, pas de la BCE qui, elle, a bien fait son boulot !

A nos dirigeants de s'en montrer dignes...

Car cette mesure exceptionnelle est aussi un sacré camouflet aux chefs d'Etats et de gouvernements européens, qui n'arrivent pas à s'entendre, depuis des mois, sur le futur budget européen pour les sept ans à venir, ni sur une relance budgétaire – encore plus nécessaire après cette épidémie – via des eurobonds.

Heureusement qu'il nous reste la BCE, qui sait agir très rapidement dans son domaine !